

A Bruxelles, le débat institutionnel s'entrouvre

RÉGION Les partis ont tous réagi à l'appel de la présidente d'Ecolo

- Tant côté francophone que néerlandophone, les partis ont largement répondu à l'appel de Zakia Khattabi pour ouvrir une discussion sur l'institutionnel bruxellois.
- Sur le cadre du dialogue, néanmoins, les avis sont encore très divergents.
- Et les tabous persistent.

En faisant état de sa vision réformatrice pour Bruxelles dans les colonnes du *Soir* de ce lundi, la coprésidente d'Ecolo Zakia Khattabi entendait avant tout envoyer un gros coup de pied dans la fourmilière institutionnelle. Sur ce point, on peut dire que l'objectif est atteint.

Pour rappel, en se déclarant prête à parler de tous les sujets « sans tabou », Zakia Khattabi soulevait entre autres la possibilité de discuter à l'avenir d'une éventuelle suppression des assemblées communautaires que sont la Commission communautaire française (Cocof) et la Commission communautaire fla-

mande (VGC), ainsi que la Commission communautaire commune (Cocom). Mais aussi prête à aborder la possibilité d'une fusion de communes et des zones de police.

Malgré la sensibilité communautaire des sujets évoqués, on constate avant tout que la plupart des partis se disent ouverts à l'idée de discuter. C'est en tout cas l'esprit général de nombreuses réactions tombées dans la journée. À commencer par celle du ministre président bruxellois Rudi Vervoort (PS), qui a déclaré via son compte Twitter que tous ceux qui souhaitaient œuvrer pour une Région plus forte étaient les bienvenus. Sans surprise, cet appel à débattre a été repris en cœur par Pascal Smet (SPA), qui donnait il y a peu dans *Le Soir* l'état de ses projets pour la capitale, en proposant de supprimer purement et simplement les communes.

Côté libéral, c'est Olivier Chastel, le président du MR, qui est monté au créneau, là où on aurait plutôt attendu un Didier Reynders dont on connaît les ambitions régionales. Quoi qu'il en soit, Chastel s'est dit lui aussi ouvert à une discussion générale, notamment en matière de la répartition des compétences entre communes et Région. Les institu-

tions, selon lui, ne doivent pas rester figées. « Elles doivent évoluer autour de quatre grands principes : la simplification, la légitimité, l'efficacité et la responsabilité. »

Le timing lui aussi fait débat

Mais l'appel des verts n'a cependant pas récolté que des fleurs. « Est-ce qu'on doit vraiment se refermer sur soi-même en disant qu'on est plus proche d'un néerlandophone de Bruxelles que d'un Wallon qui vit à quelques kilomètres de là ? », regrette Joëlle Milquet (CDH). D'aucun ont également reproché à Zakia Khattabi de vouloir « partir d'une page blanche », lui rappelant parfois durement que toute modification de la gestion bicommunautaire de Bruxelles nécessite bel et bien une réforme de l'État et ne peut donc se régler entre Bruxelles.

Or, le timing choisi pour cette sortie n'a pas vraiment propice à cela. « Est-ce que c'est sérieux de discuter de tout cela alors que la N-VA est aux commandes au fédéral ? » se demande le ténor flamand Guy Vanhengel (Open-VLD).

Une critique qui reviendra dans la bouche des autres partis. Dans la famille amarante, Didier Gosuin se demande

aussi pourquoi la discussion n'a pas été amorcée quand Ecolo se trouvait avec les

cartes en main. « Je précise, qu'il y a près de dix ans, la majorité dont faisait partie Ecolo a voté ce qu'on appelle des dispositions "Octopus" pour supprimer la Cocom et l'intégrer à la Région. La sixième réforme de l'État, à laquelle Ecolo a participé, n'a pas retenu cette proposition-là, et je le regrette. Parce pour ce qui concerne ma formation politique, nous disons cela depuis 1989. »

Pas de groupe de travail

Si ce ballon d'essai est parvenu à faire parler de lui, reste à voir s'il contribuera

à amorcer des discussions concrètes. À ce sujet, Ecolo semble plutôt vouloir jouer la montre en affirmant ne pas chercher immédiatement à mettre tous les partis autour de la table, comme cela avait été le cas à propos des discussions qui ont débouché sur les accords de gouvernance Défi-Groen-Ecolo de l'été dernier. À la place, les écologistes attendront l'issue des élections de mai 2019 pour en reparler plus concrètement, dans le cadre d'un éventuel accord de gouvernement. ■

ARTHURSENTE

COMMENTAIRE

BERNARD DEMONTY

BRUXELLES NE S'EST PAS FAITE EN UN JOUR

On n'y croyait pas des masses, parce qu'on était échaudé. Lorsque, dans nos colonnes, le ministre SP.A de la Mobilité, Pascal Smet, avait osé, fin novembre, proposer une réforme de Bruxelles, il avait été renvoyé à ses chères études, à coup d'aimables « n'importe quoi », « hérésie », « fausse bonne idée », « coup de pub » et on en passe. D'ac-

cord, il n'arrivait pas avec le drapeau blanc, proposant tout de go la disparition des 19 communes ou encore des listes bilingues tout en conservant la représentation garantie des Flamands à la Région bruxelloise. Mais avant même d'aborder le fond, c'est la porte du débat qui se refermait sur ses doigts.

Aussi n'attendait-on pas des yeux de Chi-mène pour la proposition de la coprésidente bruxelloise d'Ecolo, Zakia Khattabi, émise ce lundi dans nos colonnes. Et les premières réactions ressemblaient effectivement à un nouveau procès en hérésie. Fadila Laanan, la ministre-présidente PS du collège de la Cocof, refusait « une cogestion à 50 % avec les Flamands ». La CDH Joëlle Milquet n'était pas plus enjouée, toujours sous

l'argument communautaire.

Mais ce n'était, heureusement, pas « Blue Monday » pour tout le monde. Enfin, des voix politiques, de bords différents, acceptent d'ouvrir le débat (ou disent l'avoir toujours demandé, peu importe) : le ministre-président PS de la Région de Bruxelles-Capitale, le président du MR, le chef de file des libéraux bruxellois, la ministre Céline Fremault (CDH), plusieurs politiques flamandes à Bruxelles. De quoi se mettre à table pour un débat que l'on espère moins éphémère qu'un échange de tweets. On regrettera à cet égard qu'Ecolo ne joigne pas le geste à la parole, en s'abstenant de lancer une invitation, comme le parti a pu le faire sur les questions de gouvernance.

Et on se permettra de rester les pieds sur terre. Car si une convergence se dessine sur la nécessité d'un dialogue, les positions sur le fond restent très éloignées. Entre la suppression des 19 communes voulue, peu ou prou, côté flamand et la redéfinition éventuelle des frontières de ces territoires par Ecolo, il y a un fossé. Entre l'augmentation du nombre de conseillers communaux recommandée par les verts et sa réduction voulue par le MR, il y a une marge. Sans parler d'une fusion des compétences régionales et communautaires à Bruxelles, qui divise au sein même de plusieurs partis, ou la question des listes bilingues qui enchantent bien peu la N-VA... Et que dire de la fin de la représentation garantie des Flamands à Bruxelles !

COMMUNAUTÉS**Pas touche aux assemblées communautaires**

L'idée qui aura valu le plus de critiques à Ecolo, c'est sans conteste celle de proposer la fin des assemblées communautaires. Notamment parce qu'elle nécessiterait une nouvelle réforme de l'État, contrairement à ce qu'a laissé entendre Zakia Khattabi. « Supposer que l'on peut régler ça rien qu'entre Bruxellois est une erreur » souligne Guy Vanhengel, qui voit là une certaine méconnaissance de l'histoire de la Région. Un avis partagé aux quatre coins de l'échiquier politique. En marge de la difficulté pratique de réformer ces assemblées, beaucoup jugent aussi qu'il n'est tout simplement pas souhaitable de faire fi des différences linguistiques et redoutent une forme d'isolement, à l'image de Céline Fremault (CDH) : « Il est primordial de préserver le lien entre Bruxelles et la Fédération Wallonie-Bruxelles. »

A.S.E.

COMMUNES**Pas de fusion, mais...**

Peu de chances de voir les partis bruxellois s'accorder un jour sur la fusion des 19 communes. Les franco-phones y sont opposés. En revanche, il existe une convergence de vues pour adapter le paysage. Ecolo propose de revoir les frontières. Joëlle Milquet (CDH) n'est pas contre. Et, au PS, on peut accepter aussi de débattre du rapprochement de certaines communes, selon des modalités à préciser. Pas de position fermée non plus au MR, ni chez Défi. « Il faut clairement pouvoir dire ce qui est des compétences exclusives des Régions et des communes. La propreté, par exemple », dit Olivier Maingain. Les partis francophones et le CD&V sont aussi prêts à réformer le partage des compétences entre la Région et les communes.

À la N-VA, on demande une fusion des 19 communes avec la Région. « Aucune commune ne doit subsister. »

B.DY ET A.S.

LISTES BILINGUES**Pas de représentation flamande garantie**

Ecolo proposait, dans son projet de modèle bruxellois publié ce lundi, la création de listes bilingues, tant aux communales qu'aux élections régionales. Les partis francophones sont d'accord, certains, comme Défi, prônant des listes multilingues (n'oublions pas les autres communautés).

En Flandre, c'est plus compliqué. Aux élections communales, où la pratique existe déjà, il n'y a que la N-VA qui est contre. Mais au niveau régional, les partis flamands se cabrent. C'est que, si les listes régionales sont bilingues, il faut jouer le jeu jusqu'au bout, et accepter qu'il n'y ait plus de représentation flamande garantie à la Région bruxelloise. Et cela, aucun parti flamand, de la N-VA au SP.A, en passant par tous les autres, n'y consent aujourd'hui.

B.DY ET A.S.